



Faire échec au gouvernement, c'est à notre portée !

Depuis la semaine dernière, la mobilisation contre la loi Travail ne se mesure plus seulement en nombre de manifestants mais en secteurs et entreprises en grève. Malgré une intense campagne d'intox, les deux-tiers de la population considèrent que la responsabilité de la situation incombe au gouvernement

Pour l'instant, le gouvernement n'a rien cédé sur l'essentiel, mais la lutte engagée a déjà porté quelques fruits « collatéraux » : Hollande vient d'annuler la baisse des budgets de recherche tandis que Valls s'est engagé auprès des routiers à ce que la loi ne baisse pas la rémunération des heures supplémentaires...Et le gouvernement accorde des gratifications aux enseignants pour les maintenir à l'écart du mouvement.

Le gouvernement se fissure :

Certains prônent le compromis : députés « frondeurs » ou autres et même le ministre des Finances Michel Sapin. Jusqu'à l'ancienne patronne du Medef, Laurence Parisot, c'est dire ! Ce qui a conduit tous ces braves gens à « réfléchir », c'est la conscience que les travailleurs peuvent, s'ils le veulent, tout paralyser. Même le fanfaron Valls vient de contredire le patron de la SNCF sur un article du « décret socle ».

Loi Travail, décret-socle, Plan Hirsh, allocations-chômage...

Ce projet de loi symbolise tout ce que doivent subir de nombreux travailleurs et que la loi Travail consacrerait et permettrait d'étendre partout. Elle n'est qu'un volet d'un plan d'attaque généralisé.

Dans les hôpitaux de la Région parisienne, la loi Travail s'appelle Plan Hirsh. Et sur l'ensemble des hôpitaux, la création de « groupements hospitaliers » avec fermetures de services et réductions de postes. Une catastrophe en vue.

À la Poste, les réorganisations se multiplient qui se traduisent par des journées allongées, des jours de congés en moins et une paie de misère.

À la SNCF, la loi Travail s'appelle décret-socle, contre lequel les cheminots se battent.

Les fonctionnaires sont dans le collimateur d'un nouveau rapport qui vient d'être remis à Valls concernant 15 jours de congés « en trop » en moyenne dont, paraît-il, ils bénéficieraient. Il est clair que les fonctionnaires seront la prochaine cible, comme cela a commencé avec les Territoriaux.

À Renault, non content d'avoir imposé un « accord de compétitivité », Carlos Ghosn en veut désormais un de « hyper-compétitivité »... pendant qu'à **PSA** l'annonce d'un nouveau « plan de compétitivité » a provoqué la semaine dernière de premiers débrayages...

Les chômeurs, ils ne sont pas oubliés par le gouvernement et le Medef : El Khomri a repris cette demande des patrons de rendre dégressives les allocations de chômage, ce qui pourrait bien devenir effectif dès le 1^{er} juillet.

Ne rien lâcher !

La mobilisation contre la loi Travail ne faiblit pas. Des grèves éclatent sur bien d'autres problèmes mais il s'agit en fait de la même lutte, contre les différentes facettes de l'offensive patronale. Employés, ouvriers, postiers, cheminots, agents des hôpitaux, fonctionnaires territoriaux, d'État, chômeurs – le rejet de la loi Travail doit permettre de faire converger toutes les luttes : qu'une telle généralisation se fasse, et la victoire ne sera pas loin !

À condition de ne pas laisser seuls ceux qui sont déjà en grève, de poursuivre la mobilisation et de l'étendre. Le monde du travail n'a jamais, au cours de ces dernières années, été aussi près de pouvoir renverser le rapport des forces avec ceux qui nous oppriment : Gouvernement et patronat.

International Paper : coup de colère sur les salaires.

Le 24 mai, la colère des salariés a éclaté lors de la dernière réunion des NAO (négociation annuel obligatoire) à International Paper.

La majorité des ouvriers se sont mis en grève face aux propositions dérisoires de la Direction. Durant 2 jours et demi les travailleurs ont réclamé leur dû par la grève et finalement arraché 1.25% d'augmentation et 50 euros de plus sur la prime de vacances.

Même si le compte n'y est pas, la détermination des grévistes a fait reculer une direction «droit dans ses bottes», surprise par la réaction des salariés. Une direction qui a finalement fait ses comptes: le petit plus obtenu par les grévistes lui coûtera à peine 50000 euros sur l'année, alors qu'elle a perdu plus de 2 millions d'euros de production par les deux jours de grève!

Hôpitaux : profits contre santé !

Dans un mois, les hôpitaux publics seront progressivement rassemblés en GHT, Groupements Hospitaliers de Territoire. Encore une «réforme» du secteur hospitalier qui se fait sur le dos des malades et du personnel de santé.

Déjà, à Paris, depuis 2013, le secteur psychiatrique est regroupé en «communauté hospitalière de territoire» (CHT). Cela contraint les malades à être soigné là où il y a de la place, sans garantie de suivi par les mêmes équipes soignantes. Pour le personnel, ces fusions de service s'accompagnent d'une mobilité forcée et bien sûr de la suppression de nombreux contrats CDD et du non remplacement des départs.

Les GHT auront les mêmes conséquences, avec aggravation de la désertification des soins sur les territoires ruraux. Mais partout, des banlieues d'île de France aux régions rurales, la population se mobilise pour stopper ces fermetures et ces regroupements qui accentuent toujours plus l'inégalité à l'accès aux soins.

Comme le samedi 28 mai, où plusieurs centaines de creusois ont manifesté pour la défense de la chirurgie ambulatoire à l'hôpital d'Aubusson.

Salaires : toujours la même chanson !

Que ce soit à Valéo, à Legrand, à Madrange, à International Paper et dans de multiples entreprises de la région, la grogne sur les salaires a été vive cette année. Normal, car chacun sait que la réalité de la hausse du coût de la vie nous rattrape à chaque fin de mois.

Mais pour que les patrons et actionnaires continuent à se sucrer sur notre dos, tout est bon pour tenter de nous faire taire: «le «marché va mal», «il faut faire face à la concurrence», «l'entreprise n'a pas de marge», «ne vous plaignez pas, vous avez du boulot»... Et on découvre l'année suivante que, finalement, les bénéficiaires sont en hausse et vont dans les poches de quelques uns!

Car au nom de la «crise», du chômage, et grâce à l'opacité financière des entreprises, ils nous embrouillent, ils nous mentent! Mais à pousser le bouchon trop loin, il finit heureusement par sauter!

Solidarité

avec nos camarades d'Air France !

Le procès des salariés d'Air France inculpés pour la chemise déchirée de leur DRH en octobre dernier, au moment où l'entreprise annonçait plus de 3 000 suppressions d'emplois, a été reporté en septembre prochain. Les mobilisations de soutien aux salariés inculpés et la mobilisation contre la loi Travail ne sont pas étrangères à ce report.

Comme ceux de Goodyear, le seul crime de ces travailleurs a été de défendre leur emploi. Ce qui vaut bien plus que quelques chemises froissées ! Notre solidarité doit donc être totale.

Impunité pour un patron menteur

Frédéric Oudéas, patron de la Société générale, avait juré devant une commission sénatoriale en 2012 que sa banque n'avait plus de compte dans un paradis fiscal.

Patatras : les révélations des « Panama papers » ont montré le contraire. Notre Pinocchio du mois aurait pu être poursuivi pour parjure mais le Bureau du Sénat en a décidé autrement. Entre menteurs du même monde on se soutient.